

commerce

numéro 103

négociations commerciales, qui en profite?

l'influence des grandes entreprises à l'omc
et ses conséquences néfastes sur les peuples
et l'environnement



Les Amis
de la Terre

la fédération internationale des amis de la terre, c'est le plus grand réseau mondial d'organisations environnementales de base avec 68 groupes membres nationaux et quelques 5000 groupes locaux d'activistes sur tous les continents. Avec approximativement un million de membres et de sympathisants dans le monde, nous menons des campagnes sur les questions environnementales et sociales les plus urgentes. Nous dénonçons le modèle économique actuel de mondialisation et faisons la promotion des alternatives susceptibles de contribuer à la création de sociétés durables en matière environnementale et de sociétés justes.

corporate europe observatory (ceo) est un groupe européen qui mène des recherches et des campagnes visant les menaces à la démocratie, à la justice sociale, à l'équité et à l'environnement posées par les puissances économique et politique et leurs groupes de pression.

les groupes membres des amis de la terre: Afrique du sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Angleterre, Pays de Galles & Irlande du nord, Belgique, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Croatie, Curaçao, Chypre, Tchéquie, Danemark, Écosse, Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Georgie, Ghana, Grèce, Grenade, Haïti, Hollande, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Corée, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Népal, Nouvelle Zélande, Nicaragua, Nigeria, Norvège, Papouasie Nouvelle Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Sierra Léone, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay

(Vous pouvez visiter notre site web ou prendre contact avec notre Secrétariat pour obtenir les coordonnées des groupes)

Publiée en septembre 2003. ISBN: 90-0914913-9.

link

abonnez-vous à link!

Informez-vous et impliquez-vous dans les campagnes les plus urgentes en matière environnementale et sociale menées de par le monde. Abonnez-vous au magazine **link** de la Fédération Internationale des Amis de la Terre (ATI/foei/AdTI).

voici les tarifs pour 4 numéros, envois compris
personnes individuelles et ONG u\$ 30
tiers-monde / groupes locaux u\$ 15
compagnies u\$ 90

Pour le règlement des frais, veuillez contacter le Secrétariat International [adresse ci-dessus]

friends of the earth international secretariat

P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
Pays Bas
Tel: 31 20 622 1369
Fax: 31 20 639 2181
E-mail: info@foei.org
Website: www.foei.org

corporate europe observatory

Paulus Potterstraat 20
1071 DA Amsterdam
Pays Bas
Tel/fax: 31 20 612 7023
E-mail: ceo@corporateeurope.org
Website: www.corporateeurope.org

L'équipe éditoriale Damian Sullivan, Ann Doherty, Ronnie Hall et Olivier Hoedeman.

Nos remerciements vont à toute l'équipe de Corporate Europe Observatory, ainsi qu'à David Waskow, CENSAT/Amis de la Terre Colombie, REDES/Amis de la Terre Uruguay, aux Amis de la Terre Europe, aux Amis de la Terre Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord, Food First, Equations Inde, Médecins Sans Frontières, Polaris Institute, la fédération internationale de la Croix Rouge et les sociétés des Croissants rouges, et le Centre de ressources des Amériques.

négociations commerciales, qui en profite ?

l'influence des grandes entreprises à l'omc et ses conséquences néfastes sur les peuples et l'environnement

introduction

préface	4
négociations commerciales, qui en profite?	5

études de cas

on veut nous forcer à consommer des ogm el gobierno de le gouvernement américain, l'agro-industrie et l'omc déclarent la guerre alimentaire à l'europe	8
du maïs contaminé au mexique	10
le scandale starlink	11
saboter l'environnement l'omc oppose les éco-accords aux intérêts des compagnies	12
une pillule amère le blocage des approvisionnements en médicaments essentiels	14
shell veut créer l'enfer au mexique le traité de l'omc sur les investissements menace des communautés	16
un traité toxique la précaution version ALENA	18
des ondes de choc à l'omc l'industrie globale des eaux essaie de submerger les intérêts nationaux	20
qu'est-ce que le AGCS?	22
mener les populations dans l'obscurité le gats et la privatisation de l'énergie	24
les profits générés par les pipelines Les bonnes nouvelles du gats pour des grandes entreprises comme halliburton	26





Ce rapport ne présente que la partie émergée de l'iceberg, il ne laisse aucun doute sur la faillite morale de l'organisation mondiale du commerce (OMC). Derrière la rhétorique sur un système commercial "libéralisé" qui s'en tient aux "réglementations" avec le "Cycle du développement de Doha", la réalité est que les règles du commerce et d'investissement de l'OMC sont constamment élaborées dans l'intérêt des entreprises multinationales, consolidant leur expansion au niveau global et enlevant tous les obstacles qui subsistent encore.

Plus de 250 groupes de pression défendant les intérêts des entreprises multinationales ont été accrédités pour participer à la réunion ministérielle de l'OMC à Cancun. Ils seront là pour s'assurer que les négociateurs s'en tiennent à l'ordre du jour favorable aux milieux d'affaire que les Etats Unis, l'Union européenne et d'autres gouvernements du Nord apporteront au Mexique. Alors que les sommets de l'OMC sont des événements politiques majeurs, la forte influence des multinationales dans les accords commerciaux internationaux tire sa source non pas de la présence massive des milieux d'affaires à ces sommets, mais des positions prises à Washington, Bruxelles, Londres et dans les autres capitales des pays industrialisés qui avantagent systématiquement les multinationales.

Nous espérons que ce rapport servira de guide pour les actions citoyennes qui seront menées à Cancun et dans les villes et les communautés autour du monde. Une dénonciation permanente et cohérente faite par les activistes des politiques commerciales menées au profit des multinationales demeure le seul espoir pour que le commerce et les investissements servent les populations et l'environnement.

corporate europe observatory (ceo)

corporate europe observatory et la fédération internationale de amis de la terre

La Fédération Internationale des Amis de la Terre mène des campagnes pour des sociétés justes et durables en matière environnementale et qui satisfont les besoins des populations. Afin de pouvoir y parvenir nous avons jugé utile de dénoncer la mondialisation économique néolibérale, qui œuvre à contre-courant, empêchant la réalisation de la durabilité.

Les politiques économiques néolibérales causent du tort aux populations de différentes manières. Nous vivons dans un monde où l'inégalité s'accroît avec des

millions de personnes n'arrivant même pas à satisfaire leurs besoins les plus fondamentaux. Les forêts sont défrichées, les minerais exploités à ciel ouvert et les combustibles fossiles exploités à des taux non durables pour fournir des ressources naturelles à l'économie globale. La démocratie s'érode avec la concentration du pouvoir entre les mains de quelques-uns. La diversité biologique et culturelle diminuent à un taux alarmant. Des normes sociales et environnementales obtenues de dure lutte sont menacées.

La vérité est que la libéralisation commerciale fait des gagnants et des perdants - et les gagnants comme les riches entreprises multinationales parcourent le globe à la recherche de nouveaux marchés, de concurrents faibles, de ressources bon marché avec des coûts d'exploitation ridicules. Ces compagnies grandissantes en taille et en puissance peuvent influencer et influencent effectivement les gouvernements afin qu'ils changent les règles de l'économie globale en leur faveur, aux dépens des populations, des économies locales et de l'environnement. Les Amis de la Terre considèrent que le moment est venu d'examiner attentivement les liens entre les multinationales et le commerce, juste pour savoir qui en bénéficie et de quelle façon. Cette publication constitue un premier pas dans cette direction. Ne laissons pas les multinationales diriger le monde!

ricardo navarro, président des amis de la terre international



Les Amis
de la Terre



négociations commerciales, qui en profite?

A travers une série d'études de cas, cette publication met à nu l'emprise des entreprises sur l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Les milieux d'affaires ont un accès sans pareil aux négociateurs commerciaux. Le résultat c'est que tout un ensemble de réglementations et d'accords commerciaux bénéficient directement aux entreprises multinationales - souvent aux dépens des communautés locales et des petites entreprises, tout comme les générations futures et l'environnement.

Selon l'OMC, nous gagnons tous dans le libre échange, riches et pauvres sans distinction. Aussi bien dans le nord global que dans le sud global tout le monde tire avantage de du retrait des entraves au commerce au sein de l'OMC et dans le cadre des accords commerciaux régionaux comme la Zone de Libre Echange des Amériques (ALENA). Les gouvernements "pro libéraux" prétendent de façon discutable que ce qui est bon pour les milieux d'affaires l'est également pour les populations et leur environnement.

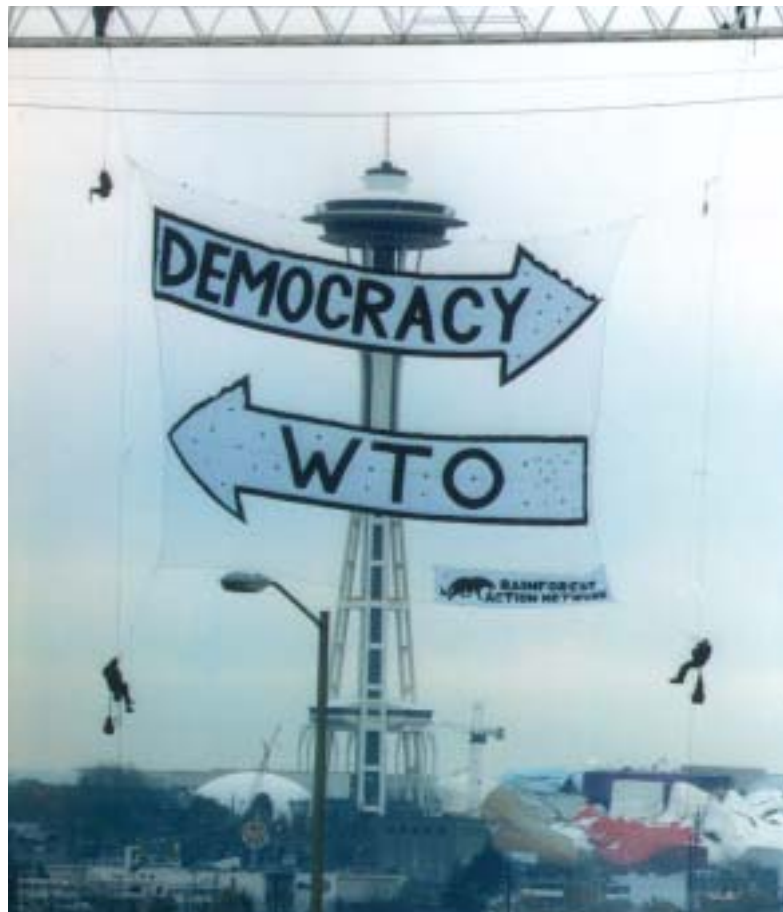
La réalité est complètement différente: beaucoup trop souvent, les communautés et l'environnement sont les perdants de la "libéralisation" commerciale. Les intérêts des Communautés sont ignorés, puisqu'elles n'ont aucun accès aux négociateurs qui décident des réglementations et des accords. L'environnement en paie le prix fort puisque la protection de nos ressources naturelles est perçue comme étant une priorité moindre que le commerce international et les flux financiers.

Au sein de l'OMC, les Etats-Unis, le Japon et l'Union Européenne sont les plus puissants acteurs. Les entreprises multinationales ont un accès direct à chacun de ces trois acteurs, en particulier par le biais des influents groupes de pression. L'immense muscle financier et politique des compagnies, combiné avec le statut que leur accordent les "libéraux", leur permet d'influencer, et le secrétariat de l'OMC, et les gouvernements clés favorisant ainsi les réglementations de l'OMC qui protègent et font progresser leurs intérêts.

un coup d'oeil dans les coulisses: les entreprises et l'omc

Les études de cas que nous présentons démontrent comment les entreprises instrumentalisent l'OMC dans l'élaboration d'accords ayant des impacts nuisibles sur les personnes et leurs environnements. Les multinationales décrites dans cette publication sont: Pfizer, Suez, Halliburton, Monsanto et Exxon Mobil. Quant aux groupes de pression des grandes entreprises ils sont les suivants: la Chambre de Commerce International(CCI), la Pharmaceutical Research and Manufacturers of America (PhRMA), l'Organisation de l'Industrie Biotechnologie (BIO), le Forum Européen des Services (FES), la Coalition US des Services (USCSI), le Conseil National du Commerce Extérieur (NFTC) et le Bureau de la Fédération Américaine des Fermiers (AFBF).

Nous nous concentrons sur l'impact que ces sociétés et groupes de pression ont sur les personnes et l'environnement dans quatre domaines essentiels: alimentation, santé et normes environnementales, accès aux médicaments essentiels, contrôle des investissement étrangers et accès aux services essentiels.



Le débat autour des aliments génétiquement modifiés au sein de l'OMC accentue la bataille qui se déroule à un niveau plus élevé au sujet de la liberté des pays en ce qui concerne le choix de leur nourriture, leurs réglementations en matières sanitaire et environnementale et leur refus d'importer certains aliments. En ce qui concerne les médicaments, nous observons la campagne fortement efficace que mène l'industrie pharmaceutique et qui vise à utiliser l'OMC pour miner l'accès aux médicaments essentiels dans le Sud. Par rapport aux investissements, les expériences des communautés dans le cadre de l'Accord Nord Américain de Libre-échange (ALENA) font peser de sérieux doutes quant au bien fondé de l'idée d'une expansion du mandat de l'OMC avec l'inclusion d'un accord sur les investissements qui retirera des mains des communautés le droit de contrôle sur les investissements opérés par des grandes entreprises dans leur région. Et en dernier lieu, la "libéralisation" des services, par le biais de l'Accord Général de l'OMC sur le Commerce et les Services (AGCS) est un exemple patent quant à la manière par laquelle les grandes entreprises exercent avec succès leur influence sur l'OMC, au détriment des communautés locales pour ce qui concerne leur accès aux services essentiels comme l'eau et l'électricité.

L'alimentation et l'environnement mis entre parenthèses

Les fermiers et les consommateurs en Europe et autour du globe seront grands perdants, si les USA réussissaient à pousser le monde à consommer de force les OGM. Le lobby US de l'agro-industrie comprend des géants comme Monsanto et le Bureau de la Fédération américaine des Fermiers, qui sont les acteurs clés qui pressent le gouvernement des USA à bousculer les restrictions de l'Union européenne concernant les OGM au sein de l'OMC. L'étude de cas au sujet du scandale du maïs Starlink et de la contamination du maïs au Mexique illustrent le fait que de fermes mesures nationales de précaution doivent avoir la priorité et qu'elles doivent être protégées contre les intérêts commerciaux.

En outre, dans un mouvement qui menace l'action internationale efficace quant au changement climatique, les groupes de pression des multinationales soutiennent la poussée exercée par quelques gouvernements pour miner les accords environnementaux multilatéraux (AME) par le biais de l'OMC. Le lobby des grandes entreprises US en particulier prend la tête d'une campagne visant à employer l'OMC pour saboter le principe de précaution, qui constitue un aspect majeur de toute politique environnementale saine. La mise en œuvre du protocole sur la Biosécurité récemment ratifié est en jeu ainsi qu'un certain nombre de normes nationales en matières alimentaire et sanitaire conçues pour protéger les consommateurs et l'environnement.



Protestations contre la privatisation de l'eau à Cochabamba en Bolivie.



restriction de l'accès aux médicaments

L'accès aux médicaments est essentiel à la santé humaine, de ce fait, la décision de l'OMC d'assurer l'accès aux médicaments essentiels doit être saluée. Toutefois les pressions exercées par la puissante industrie pharmaceutique ont contribué à limiter les réformes avec le résultat qui est que beaucoup de gens dans le sud n'auront plus accès aux médicaments dont ils ont besoin.

des pressions pour un traité sur les investissements

Nos préoccupations concernant le projet d'accord sur les investissements à l'OMC sont exposées dans une description de l'expérience des communautés vivant le long de la belle côte de Baja au Mexique. Leur moyen de subsistance, qui est basé sur le tourisme, est menacé par un projet géant de gaz promu par Shell. Ce projet détruira la beauté naturelle du secteur et menacera également les populations locales de baleines grises. Les dangers relatifs à un accord sur les investissements à l'OMC sont également évidents dans les fortes dispositions en matière d'investissement de la ALENA, dont le géant du tabac, Philip Morris a menacé d'user dans le cadre de sa campagne à succès visant à bloquer les amendements aux lois canadiennes sur l'étiquetage du tabac. Shell et Philip Morris sont des membres actifs de la Chambre Internationale du Commerce, un des partisans les plus chauds d'un accord sur les investissements à l'OMC.

la "libéralisation" des services autour du monde

Les impacts potentiellement dévastateurs d'une "libéralisation" des services sont illustrés par les expériences de plusieurs communautés. En Uruguay, les gens souffrent des hausses des prix et de la mauvaise qualité de l'eau suite à la privatisation des services des eaux opérée par la Suez. À Bogota, en Colombie, un plan de privatisation de l'énergie piloté par Endesa pose les mêmes problèmes de diminution de la qualité des services. Au Pérou, le projet de gaz de Halliburton Camisea menace le bien-être des populations indigènes locales et met en danger un secteur écologique extrêmement sensible. Travaillant par le biais des groupes de pression, toutes ces grandes entreprises ont été des partisans déclarés de la "libéralisation" des services dans les négociations de l'AGCS au sein de l'OMC.

Non à de nouvelles négociations !

Cette publication expose seulement un certain nombre de questions et d'expériences relatives aux dévastations provoquées par les accords de "libre-échange". Dans d'autres publications, nous avons décrit d'autres problèmes fondamentaux relatifs à l'agenda du libre-échange (visiter le www.foei.org et le www.corporateeurope.org). Les amis de la terre et Corporate Europe Observatory croient qu'il y a assez d'évidence pour qu'on puisse arrêter des négociations encore plus poussées et demander une évaluation indépendante des impacts du libre-échange. Nous invitons les gouvernements à reconsidérer le système économique courant et la manière dont nous mesurons le bien-être humain, et à assurer un contrôle local de notre économie et de notre environnement.

“Il y a une énorme pression internationale de la part des grandes entreprises de biotechnologies pour nous obliger à autoriser des semences et des cultures OGM dans ce pays . Elles passent par des gouvernements et l'Organisation Mondiale du Commerce pour faire pression sur l'UE . ”

Elliot Morley, ministre britannique de l'agriculture, The Guardian, 20 Août 2002.

Le président américain George W. Bush prononçant une allocution lors de la conférence du groupe de pression de l'industrie biotechnologique "BIO 2003".



on veut nous forcer à consommer des ogm

le gouvernement américain, l'agro-industrie et l'omc déclarent la guerre alimentaire à l'europe

Les consommateurs et les fermiers européens sont résolus. Ils ne veulent pas d'OGM, mais les puissants intérêts de l'agro-industrie comme Monsanto et le Bureau de la Fédération Américaine des Fermiers font pression sur le gouvernement des USA pour qu'il utilise l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour introduire de force les organismes génétiquement modifiés (OGM) sur un marché européen hostile.

Depuis 1998, l'UE a confirmé un moratoire de fait sur les cultures et les aliments GM. Ce moratoire a été établi pour permettre à l'UE d'élaborer une législation complète sur les essais, la vente, l'étiquetage et la traçabilité des OGM dans la chaîne alimentaire. Cette législation basée sur le principe de précaution (voir la page 13), était une réponse importante aux craintes du public au sujet de la perte du choix du consommateur et des risques possibles concernant la santé et l'environnement pouvant découler de cette nouvelle technologie (voir des exemples aux pages 10 et 11). Mais l'agro-industrie américaine ne renoncera pas au marché européen sans se battre. Elle utilise pour l'instant le mécanisme de règlement des différends de l'OMC pour essayer de forcer l'UE à ouvrir ses marchés aux OGM.



monsanto mène le jeu

Monsanto est le plus grand producteur d'OGM de la planète: 90 pour cent des 70 millions d'hectares utilisés pour les cultures OGM dans le monde entier ont été semés avec le maïs et le soja de cette compagnie. Pour Monsanto et d'autres sociétés de biotechnologies, les bénéfices dépendront fortement de l'acceptation des consommateurs. Les grandes entreprises clament qu'elles ont dû renoncer à des exportations estimées à 300 millions de dollars US à cause du moratoire de l'UE.

Cette bataille ne concerne pas seulement l'Europe: les consommateurs et les fermiers à travers le monde réclament un contrôle local des aliments et de l'agriculture. L'exemple récent des pays d'Afrique australe et d'ailleurs qui ont rejeté l'aide alimentaire des USA souillée par des OGM illustre le rejet croissant des tentatives américaines visant à forcer un public global peu disposé à consommer des OGM.

Monsanto est active dans tous les principaux lobby US de l'agro-industrie comme BIO, le Conseil des Semences Américaines(US Grains), et la Coalition Codex de l'Industrie Alimentaire. Tous ces groupes de pression sont opposés à la position méfiante de l'EU sur les OGM: BIO se plaint que le moratoire "menace la viabilité du système commercial global" et US Grains et l'Association Nationale des Cultivateurs de Maïs ont invité le gouvernement des USA à porter plainte contre l'UE au niveau de l'OMC à cause de sa position "hystérique" sur les OGM. Monsanto est également membre d'Europabio, le principal groupe de pression européen biotechnologies, qui argue également que le moratoire est "indéfendable".

Monsanto a un allié proche et puissant dans le Bureau de la Fédération des Fermiers Américains (AFBF), classée par le magazine Fortune comme étant l'une des organisations les plus puissantes à Washington. En dépit de son aspect rural "d'organisation de base des fermiers", l'AFBF a des connections étendues avec les grandes entreprises et ses positions reflètent les préoccupations des grandes entreprises de l'agro-industrie. L'AFBF a à plusieurs reprises pressé l'administration US de porter l'affaire au niveau de l'OMC.

L'influence que Monsanto exerce à un niveau élevé sur le gouvernement américain est renforcée par les va-et-vient de fonctionnaires hauts placés entre les services publics et le secteur privé. Par exemple, Michael (Mickey) Kantor, ancien secrétaire du ministère du commerce des USA et ancien représentant du commerce des USA est maintenant membre du conseil d'administration de Monsanto. Michael Taylor, qui a précédemment travaillé en tant que Conseil pour Monsanto, était le vice-commissaire de l'Administration Alimentaire et Pharmaceutique US, quand cette dernière a de façon controversée approuvé l'hormone BST de renforcement du lait de Monsanto et est revenu à Monsanto plus tard en tant que vice-président. Ces connections ne sont pas seulement limitées à l'administration des USA: L'ancien avocat-conseil en chef de Monsanto, Rufus Yerxa a été nommé vice directeur général de l'OMC en août 2002. Le Financial Times a décrit Yerxa comme étant "juste l'homme dont [le directeur général de l'OMC] aura besoin si jamais les USA devaient s'en référer à l'OMC au sujet des restrictions de l'UE concernant les aliments génétiquement modifiés".



mettre les décideurs dans sa poche

Etant donné les profits en jeu, on n'est pas surpris de constater que Monsanto et le lobby américain de l'agro-industrie ont mené des efforts concertés pour s'assurer que le gouvernement des USA protège les intérêts des compagnies.

Les liens étroits de Monsanto avec le gouvernement US sont le résultat de l'argent bien dépensé: en 2000, la compagnie a dépensé 2,002,000 de dollars US pour faire du lobbying et a donné largement aux politiciens bien placés. Cette générosité semble avoir payé. Monsanto a un accès direct aux officiels du gouvernement US, aux négociateurs ainsi qu'une représentation au Comité Consultatif de la Politique Agricole du gouvernement pour le Commerce et le Panel Consultatif sur les Biotechnologies de l'Administration Pharmaceutique US.

Ces copinages entre Monsanto, le gouvernement des USA et l'OMC ont sans doute facilité le lancement de la guerre contre l'UE au sujet des OGM. Le lancement public de cette guerre commerciale a été marqué par l'empreinte de Monsanto: plusieurs d'entre les intervenants lors de la conférence de presse ont été liés à Monsanto, y compris le prétendu "petit fermier" d'Afrique du Sud, qui en fait parle régulièrement au nom de Monsanto à l'occasion de diverses plateformes pro-biotechnologies. Les tactiques de ce genre constituent une gifle pour les vrais petits fermiers, aussi bien que pour les consommateurs autour du monde, qui seront les vrais perdants si les intérêts des grandes entreprises prenaient le dessus dans cette guerre alimentaire.

“C'est la pire cas de contamination par du matériel génétiquement modifié à l'échelle mondiale parce qu'il s'est produit au lieu d'origine d'une souche importante. C'est confirmé. Il n'y a aucun doute là-dessus.”

Jorge Soberón, secrétaire de la Commission Nationale de Biodiversité du Mexique, avril 2002.



du maïs contaminé au mexique

La contamination du maïs à Oaxaca au Mexique accentue la vraie menace que les organismes génétiquement modifiés (OGM) font peser sur l'environnement. La législation gouvernementale visant à empêcher la contamination de l'environnement par les OGM est susceptible d'être combattue par les USA au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce.

La contamination du maïs indigène à sa source d'origine dans l'Oaxaca au Mexique par du maïs transgénique a été confirmée en septembre 2001. Selon un rapport de Food First rédigé par ETC Group (Groupe d'Action sur l'Erosion, la Technologie et la

Concentration), "l'endroit où la contamination s'est produite constitue l'un des plus importants réservoirs mondiaux de valeur de matériel génétique pour le sélectionnemement de plantes et une base pour la sécurité alimentaire globale". Le Mexique a un moratoire sur la culture de maïs OGM depuis 1998. Cependant, du maïs GM était encore importé des USA et les fermiers ignoraient probablement qu'ils plantaient des graines génétiquement modifiées. Comme Olga Toro Maaldonado, une fermière d'Oaxacan l'a indiqué, "personne ne nous a dit que nous ne devrions pas planter ce maïs". Selon un rapport de Food First, cette "pollution génétique" pose "des risques potentiels énormes" qui n'ont pas encore été entièrement et indépendamment étudiés. C'est le cas des effets génétiques sur les variétés locales de maïs en raison des pollinisations croisées, les risques sanitaires en grande partie encore inconnus relatifs à la consommation des aliments GM et les problèmes potentiels de gestion écologique qui peuvent surgir avec les traits modifiés passant des cultures GM aux parents sauvages. La contamination pourrait également potentiellement exposer les fermiers mexicains au risque de procès pour infraction au monopole sur les brevets. Des menaces pèsent aussi sur les futures exportations de maïs vers les marchés hostiles aux OGM en Europe et ailleurs"

pour plus d'informations:

Food First: www.foodfirst.org/media/press/2002/geneticpollution.html



“Que peuvent dire nos consommateurs quand la FDA n'est pas là, l'EPA n'est pas là et ceux de l'Agriculture non plus et que ce soit les Amis de la terre qui ait fait cette découverte? Quel est donc ce système de contrôle qui est le notre?”

Le Sénateur US, Tom Harkin, le 26 septembre 2000, lors d'une session extraordinaire du Sénat sur la sûreté des aliments GE.



le scandale starlink

La contamination occasionnée par le maïs StarLink est le contre-exemple parfait à la suffisance criante affichée par les grandes entreprises par rapport aux réglementations concernant la sûreté des OGM. Cette plante génétiquement modifiée n'a jamais censée être destinée à la consommation humaine; cependant, en raison de la faillite du système de contrôle, ce maïs StarLink s'est retrouvé dans des milliers de produits alimentaires populaires.

En septembre 2000, les Amis de la Terre, dans le cadre de la coalition GE Food Alert ont commissionné des tests en laboratoire sur les taco shells de Taco Bell et ont découvert qu'ils étaient souillés avec des produits GM non indiqués pour la consommation humaine. La découverte du maïs souillé a provoqué un rappel immédiat des produits au niveau national et une chute du prix du maïs américain ainsi qu'une baisse dans les exportations vers le Japon.

Les années suivant cette contamination initiale de StarLink, un certain nombre d'affaires judiciaires ont été réglées à coups de millions dollars. Aventis CropScience et plusieurs manufacturiers alimentaires dont Kraft Foods Inc ont accepté de verser 9 millions de dollars US à des

consommateurs qui ont intenté un procès collectif contre eux, alléguant que le maïs génétiquement modifié StarLink leur a causé des réactions allergiques. Dans une affaire séparée, StarLink Logistics et Advanta USA ont accepté de verser \$110 millions à des fermiers dont les récoltes ont été souillées par le maïs StarLink, ou qui ont souffert d'une baisse dans les prix du maïs liée à l'incident StarLink.

Il est alarmant que les réglementations américaines censées garantir une protection contre la contamination par des produits comme StarLink aient tout à fait échoué. Et le maïs StarLink n'a pas seulement affecté que les consommateurs US: en décembre 2002, plus d'une année après la contamination initiale, des investigateurs japonais ont découvert StarLink dans une cargaison de maïs américain destinée à l'approvisionnement alimentaire de Tokyo. De même, la contamination par le StarLink a été découverte en Corée et dans une cargaison d'aide alimentaire des USA destinée à la Bolivie.

Le scandale StarLink devrait servir de référence d'avertissement contre la sur-suffisance affichée par les grandes entreprises en matière de sécurité alimentaire et du besoin de réglementations appropriées regardant les OGM.

pour plus d'informations:

Les Amis de la Terre Etats-Unis: www.foei.org/safefood/

Bien que n'étant pas du tout parfaits, la Convention-cadre de l'ONU sur le Changement Climatique (UNFCCC) et le Protocole de Kyoto constituent un point de départ pour appréhender le dangereux changement climatique. Ces accords sont les résultats de longues années de négociations multilatérales entre les gouvernements dans le cadre des Nations Unies. Quoique le Protocole n'ait pas été encore ratifié (il entrera en vigueur quand la Russie, qui a exprimé son soutien signera finalement), l'Arabie Saoudite et les puissantes grandes entreprises pétrolières telles que la saoudienne Aramco ont déjà essayé de saboter des accords climatiques dans le cadre de l'OMC. Ils arguent du fait que les subventions pour l'énergie renouvelable discriminent les autres formes d'énergie, et critiquent l'accent mis sur la réduction de la consommation domestique d'énergie dans les pays développés. L'utilisation de l'OMC comme forum pour affaiblir le Protocole de Kyoto est un signe annonciateur des futurs conflits en matière de commerce et d'environnement.



le protocole sur la biosécurité dans la ligne de mire de l'omc

Un autre accord environnemental, fruit de plus de dix ans de négociations et de campagne est le Protocole de Carthagène sur la Biosécurité, qui entre en vigueur en septembre 2003. Le Protocole sur la Biosécurité vise à protéger la diversité biologique contre les risques potentiels posés par les organismes génétiquement modifiés et permet à des pays d'interdire ou de limiter l'importation et l'utilisation des OGM.

Basé sur le principe de précaution (voir la page suivante), le protocole sur la Biosécurité dérange les intérêts commerciaux. Durant toutes les négociations, la pression continue exercée par les Etats-Unis a eu comme conséquence l'insertion de formulations contradictoires quant au rapport entre le traité et l'OMC. Tout en déclarant que le Protocole ne devrait pas comporter des droits

saboter l'environnement

l'omc oppose les éco-accords aux intérêts des compagnies

Un comité de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) s'emploie frénétiquement à déterminer le rapport entre les accords environnementaux et les règles commerciales de l'OMC. À moins que ce processus ne soit arrêté, des aspects essentiels des accords multilatéraux en matière environnementale pourraient être subordonnés aux règles commerciales. Ceci formaliserait la campagne globale que mènent les grandes entreprises pour miner les réglementations environnementales internationales. Des illustrations sont les attaques de l'industrie pétrolière contre le Protocole Climatique de Kyoto, ou encore les tentatives du lobby des biotechnologies visant à compromettre les accords protégeant les personnes et l'environnement contre les OGM.

le climat mis entre parenthèses

Bien que les accords multilatéraux en matière environnementale puissent sembler éloignés de la vie des gens, ils ont des impacts très réels. Le Protocole de Kyoto par exemple est conçu pour limiter les impacts du changement climatique global. Selon l'Organisation Mondiale de la Météo, le changement climatique est derrière les extrêmes qu'on observe actuellement: les inondations croissantes, les tornades, les vagues de chaleur, les feux de brousse, et les sécheresses. Ces événements, qui augmentent en fréquence et en sévérité, ont de graves conséquences dans la réalité sur la vie des gens. Les inondations survenues en Afrique australe en 2000, par exemple, ont entraîné la mort de centaines de personnes et plus de 1,25 millions de sans-abri. En mai 2003, un nombre record de 562 tornades ont frappé les Etats-Unis tuant 41 personnes.

et des obligations aux termes des accords existants, le texte indique également que "l'intention n'est pas de subordonner ce protocole à d'autres accords internationaux"

Avec l'entrée en vigueur du Protocole sur la Biosécurité, on spéculé de plus en plus que des signataires pourraient rencontrer des problèmes dans le cadre de l'OMC quant à l'utilisation des mesures commerciales appropriées au niveau national. Les USA ont déjà porté une plainte contre le moratoire de l'EU sur les OGM (voir la page 8), mais ceci ne pourrait se révéler être juste que le bout de l'iceberg quand on en vient aux challenges attendant les pays qui essayent d'élaborer des politiques environnementales et sociales interférant avec les intérêts des compagnies.

les « problèmes » environnementaux à l'omc

Jusqu'à présent, les groupes de pression des milieux d'affaires ont dû adopter une approche de cas-par-cas dans leurs attaques contre les réglementations environnementales et le principe de précaution (voir ci-dessous). Leur tâche deviendrait encore plus simple si les réglementations de l'OMC avaient la primauté vis-à-vis des accords multilatéraux en matière environnementale (AME). C'est ce à quoi ils s'emploient avec beaucoup d'entrain.

La manière dont les négociations sur les rapports entre l'OMC et les AME (qui se tiennent au sein du Comité de l'OMC sur le Commerce et de l'Environnement) indique qu'il est tout à fait probable que l'OMC arrivera à un accord qui lui permettra d'assurer la primauté de ses propres réglementations commerciales sur les accords en matière

environnementale. En particulier, il y a grand risque que les négociations pourraient permettre à l'OMC de décider des mesures commerciales pouvant être incluses dans un AME ou être employées pour mettre en application un AME au niveau national, limitant le droit des gouvernements à prendre des mesures en faveur de l'environnement. L'industrie continuera de pousser pour la suprématie des accords commerciaux sur les accords en matière environnementale comme le Protocole sur la Biosécurité et le Protocole de Kyoto.

Tenez, par exemple, le Comité Consultatif Economique et Industriel auprès de l'OCDE(BIAC). En tant que groupe consultatif officiel des milieux d'affaires à l'OCDE, le BIAC a plusieurs opportunités pour influencer les politiques menées dans les pays membres de l'OCDE. Le Comité Environnemental du BIAC est présidé par la Suez, le géant des eaux; Monsanto, Pfizer et BASF sont les vices présidents de son Comité de biotechnologie; DuPont assure la présidence du Comité Commercial et Shell la vice présidence de sa Commission Ad hoc sur le changement climatique. Les 38 groupes principaux de pression de l'industrie qui composent le BIAC ont un consensus pour soutenir les négociations de l'OMC sur les AME, qui en d'autres termes reviennent à rendre les mesures commerciales contenues dans les AME subordonnées à l'OMC. Elles s'opposent également farouchement à toute tentative visant à introduire des mesures de précaution au sein de l'OMC. Les Amis de la terre et d'autres mouvements sociaux et environnementaux réclament que les négociations sur les rapports entre les accords commerciaux et environnementaux soient amenées à l'ONU plutôt que d'être conduites dans une Organisation Mondiale du Commerce dominée par l'industrie.

la question climatique rangée au placard

Les actions sordides d'Exxon Mobil / Esso visant à saboter la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et le Protocole de Kyoto qui en a découlé ont été largement exposées et critiquées. Exxon Mobil était un donateur majeur de la Coalition Climatique Globale(GCC), le groupe de front de l'industrie qui a joué un rôle essentiel dans les initiatives visant à saboter tout ce qui était entrepris pour résoudre le problème du réchauffement global. En 2002, les Amis de la Terre ont déclaré qu'Exxon Mobil était en grande partie responsable du fait que les Etats-Unis n'ait pas ratifié le Protocole de Kyoto. Ils ont basé leur affirmation sur le contenu d'une lettre confidentielle adressée par Exxon Mobil au Président Bush. La lettre se rapportant aux négociations à venir du Sommet de la Terre disait en substance: "...la question environnementale la moins importante qui soit est celle relative à un réchauffement global potentiel. Nous espérons que vos négociateurs à Johannesburg pourront dégager cette question de la table et à la mettront loin des projecteurs".

la précaution ? on n'en a cure!

Le 'who's who' des groupes de pression des milieux d'affaires américains à savoir: le Conseil National du Commerce Extérieur, la Chambre Internationale du Commerce, la Chambre du Commerce des USA et l'Organisation de l'Industrie des Biotechnologies se bat pour tuer le "principe de précaution", un des dispositifs principaux des accords environnementaux internationaux et de la politique environnementale nationale au profit de ce qu'ils appellent "la science certaine".



Pour plus d'informations:

Les publications de FoEI relatives au commerce: www.foei.org/cancun

La campagne climatique de FoEI: www.foei.org/climate

La campagne OGM de FoEI: www.foei.org/gmo

Stop Esso: www.stopesso.com

Le principe de précaution soutient que les activités potentiellement dangereuses peuvent être restreintes ou interdites par des gouvernements sur la base de l'incertitude, sans devoir fournir l'évidence scientifique concluante que des dommages pourront se produire. La "science sûre" en revanche, permettrait une marge de sécurité beaucoup plus grande au milieu d'affaires, particulièrement dans les cas où des impacts négatifs ne peuvent pas être prouvés à l'avance. Le principe de précaution sert de base aux politiques allant des réglementations nationales relatives à la quarantaine instituées par certains gouvernements à la législation de l'EU concernant les OGM.

Les réglementations de l'OMC constituent des moyens efficaces dont les groupes de pression des grandes entreprises peuvent user pour saboter le principe de précaution, parce qu'il leur est plus loisible d'arguer du fait que les mesures environnementales limitent le commerce plus qu'il ne le faut et donc s'inscrivent en contradiction avec les accords de l'OMC.

Le Conseil National du Commerce Extérieur (NFTC), un groupe de pression commercial basé à Washington a des membres comme Exxon Mobil, (le saboteur du traité climatique), les entrepreneurs de l'après-guerre d'Irak, Bechtel et Halliburton (voir p.26), Citigroup, Microsoft, Pfizer (voir p. 14), Public relations firm Hill et Knowlton, qui ont dépensé plus de 1.8 million de dollars US pour le lobbying commercial en 2000.

Le NFTC a fait une grosse sensation en 2003 avec son document intitulé "Looking Behind the Curtain: The Growth of Trade Barriers that Ignore Sound Science". Ce document argue que le moratoire de l'UE sur les OGM aussi bien que les lois pour tracer et marquer les OGM doivent être contrés. Le papier réclame également le dépassement des conditions japonaises et coréennes concernant la quarantaine pour les produits frais ainsi que pour les fruits et les noix manufacturés; l'enlèvement des interdictions dans beaucoup de pays concernant divers additifs; le renversement de la législation de l'UE relative aux produits chimiques; et l'annulation d'une foule d'autres politiques sanitaires nationales et environnementales. Le document a reçu un appui fort du gouvernement américain. Quant au personnel du ministère US du commerce ils ont été apparemment si impressionnés par les idées contenues dans ce document qu'il l'ont posté en évidence sur leur website.

Il n'est pas surprenant de constater que la Chambre du Commerce Internationale (ICC), le groupe de pression le plus puissant au monde soit un ennemi du principe de précaution. Au cours d'une réunion tenue en mai 2003 avec le Président français Jacques Chirac, qui allait accueillir le sommet du G8, l'ICC a invité ce dernier à soutenir la biotechnologie et l'utilisation de "l'enquête scientifique sûre ainsi qu'une précaution raisonnable". L'empathie avec les préoccupations véritables des milliers de fermiers et des millions de consommateurs européens ne figure pas dans l'approche du groupe de pression: la secrétaire générale de l'ICC, Maria Livanos Cattai a brutalement qualifié le moratoire de l'UE sur les OGM de "dérive absolutiste".

“La combinaison de nos forces nous a permis d'établir un réseau global de gouvernement du secteur privé qui a servi de base pour ce qui est devenu les ADPIC”

Edmund Pratt, Ancien DG De Pfizer

Un docteur de Médecins Sans Frontières prélève un échantillon de peau d'un péruvien souffrant de leishmaniose ; malade du SIDA au Kenya; victime de la tuberculose au Cambodge (page suivante).



une pillule amère

le blocage des approvisionnements en médicaments essentiels

Chaque jour, des dizaines de milliers de personnes contractent des maladies comme le HIV/SIDA, la malaria, la tuberculose, les maladies cardiovasculaires et la pneumonie. L'accord ADPIC de l'OMC constitue une barrière significative à la fourniture des médicaments essentiels qui sauveraient beaucoup de vies dans les pays en voie de développement.

des croc-en-jambe aux populations

Les ADPIC ou l'accord sur les Aspects de la Propriété Intellectuelle relative au Commerce ont connu une adhésion massive en raison du lobbying exercé par les grandes entreprises US, particulièrement celles du secteur pharmaceutique, qui étaient préoccupées par la protection de leurs profits. Elles ont donc voulu bloquer la distribution des médicaments "génériques" bon marché.

Les médicaments dénommés "génériques" sont en fait des copies du nom breveté du médicament de "marque" élaboré et breveté par les grandes entreprises pharmaceutiques. En imposant une période de protection du brevet de 20 ans pour les produits pharmaceutiques, l'accord de l'ADPIC signifie que les médicaments bon marché sont désormais inaccessibles à ceux qui en ont besoin. Le traitement est plus cher, et les chances de guérison particulièrement parmi les plus pauvres, sont donc beaucoup réduites.

Après le tollé suscité dans le public par cette politique et les protestations des fonctionnaires de la société civile et des pays en voie de développement, les pays membres de l'OMC sont parvenus à la réunion ministérielle 2001 de Doha à un compromis qui permet de dépasser les brevets pour rendre les médicaments plus accessibles. Depuis lors, cependant, les gouvernements puissants -- en particulier celui des Etats-Unis -- ont fait marche arrière et travaillent pour miner cet accord. Un regard dans les coulisses indique que les grandes entreprises pharmaceutiques et leurs groupes de pression emploient leur énorme influence pour maintenir leur contrôle sur la fourniture des médicaments.

Faisant écho des appels des lobby pharmaceutiques, le gouvernement des USA argue que les brevets devraient seulement être dépassés dans les cas d'une "crise de santé publique". C'est plutôt, une bonne nouvelle pour ceux qui ont besoin de médicaments pour traiter le HIV/SIDA, la malaria et la tuberculose. Quant à la pneumonie, qui tue plus d'un million de personnes tous les ans en Afrique et dont un vaccin pour enfants a été déposé aux Etats-Unis, elle pourrait cependant être exemptée de la liste si le gouvernement américain et les groupes de pression des grandes entreprises réussissaient à limiter le nombre de maladies pour lesquelles les médicaments génériques sont disponibles. De même, les médicaments pour les maladies cardiovasculaires, qui constituent le troisième plus grand tueur en Afrique ne seraient pas inclus. Pfizer réalise d'énormes profits sur ses médicaments cardiovasculaires brevetés: Lipitor, par exemple, est la plus grande vente annuelle mondiale de médicaments avec plus de 6 milliards de dollars US.

la face cachée de cette pillule amère

Les grandes entreprises pharmaceutiques ont développé un réseau d'influence sophistiqué et fortement efficace aux Etats-Unis et à l'échelle globale. La base de leur puissance c'est leur poids économique croissant: la valeur combinée des cinq plus grandes entreprises pharmaceutiques du monde représente deux fois le PNB de toute l'Afrique subsaharienne.

Pfizer est l'un des plus grands acteurs dans l'industrie pharmaceutique. On la considère comme étant largement, le groupe de pression industriel le plus influent à Washington. En 2000, la compagnie a dépensé 3.4

million de dollars US en lobbying direct du gouvernement des USA et Pharmacia, la compagnie avec laquelle Pfizer a fusionné plus tard en a dépensé 3.7 million. Pfizer jouit de relations étroites avec les principaux décideurs de l'OMC. Henry McKinnell, le DG de Pfizer a rencontré le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi et le ministre sud-africain du commerce et de l'industrie Alec Erwin au Forum Economique Mondial 2003 à Davos pour négocier une "solution" à la question de l'accès aux médicaments.

En outre, Pfizer est un acteur important de PhRMA, le groupe de pression extrêmement puissant de l'industrie pharmaceutique des USA, qui a dépensé 7.4 million de dollars US en 2000 pour faire pression sur le gouvernement américain. Henry McKinnell, le DG de Pfizer était président du conseil d'administration de PhRMA en 2001 et en 2002. Il est actuellement Co-Président du conseil d'administration de la Chambre du Commerce des USA ainsi que de l'US Business Roundtable.

Il n'est donc pas surprenant que Pfizer et PhRMA aient été étroitement impliquées dans l'élaboration de l'accord des ADPIC. En tant qu'ancien DG de Pfizer, Edmund Pratt a déclaré: " La combinaison de nos forces nous a permis d'établir un réseau global de gouvernement du secteur privé qui a servi de base pour ce qui deviendra plus tard les ADPIC". En effet, la position du gouvernement US qui devait par la suite devenir la base des ADPIC était d'une similitude saisissante aux souhaits des groupes de pression de l'industrie.

Les gagnants évidents de cet accord sont jusqu'ici les grandes entreprises pharmaceutiques multinationales, qui ont pu orienter les politiques de l'OMC par leur influence à Washington et à Genève. La tragédie silencieuse, cependant dans toute cette histoire est que des millions de personnes dans les pays pauvres continuent de souffrir inutilement parce qu'elles n'ont pas les moyens de se payer des médicaments chers.

Pour plus d'informations:

Campagne pour l'accès aux médicaments essentiels, Médecins Sans

Frontières: www.accessmed-msf.org/index.asp

"Formula for Fairness: Patient Rights Before Patent Rights", Oxfam

Amerique: www.oxfamamerica.org/publications/art793.html

Le centre pour l'intégrité publique: www.opensecrets.org

"J'en ai plus qu'assez de cette logique qui dit: celui qui n'a pas de quoi payer, meure"

Dr. James Orbinski, Président International de Médecins Sans Frontières





shell veut créer l'enfer au mexique

le traité de l'omc sur les investissement menace des communautés

En 2002, Shell, le géant pétrolier a annoncé ses plans de développement d'une nouvelle unité colossale de gaz dans l'écosystème marin sensible de la Costa Azul au Mexique. Les riverains s'opposent au projet du fait de ses graves incidences sociales et environnementales. Ce projet n'est juste que l'une des nombreuses intrusions fâcheuses que les communautés trouveraient de plus en plus dur à contrer si le traité de l'OMC sur les investissements venait à être agréé à Cancun. Et Shell n'est juste que l'une des grandes entreprises qui se sont regroupées au sein de l'influente Chambre Internationale du Commerce, qui bénéficierait de ce nouveau régime d'investissement.

En 2002, Shell Gas and Power annonçait un plan de 500 millions de dollars US pour développer une énorme unité de gaz naturel liquéfié (GNL) le long du littoral primitif de Baja en Californie, au Mexique. Le projet vise à construire un terminal de réception et de re-gazéification, un port et des pipelines (dont l'un aura 200 kilomètres de long), près de la station touristique de Bajamar. La majeure partie du gaz produit sera probablement exportée vers la Californie voisine assoiffée d'énergie.

Costa Azul est l'une des dernières zones sauvages du littoral de Baja en Californie - un secteur renommé pour sa flore et sa faune uniques tout comme sa population de baleines grises qui viennent d'Alaska, pour mettre bas dans les eaux chaudes du Golfe de la Californie. En choisissant cet emplacement pour une usine de GNL, Shell risque non seulement d'obstruer le chemin des baleines, mais de créer également le danger des collisions entre les baleines et les bateaux.

Environ 5.000 locaux travaillent dans la prospère industrie touristique de cette zone. Une usine de GNL juste dans le voisinage immédiat de la station risque d'anéantir les emplois et les petites entreprises. Shell n'a pas offert de compensation pour la perte potentielle dans les revenus touristiques et très peu d'emplois seront créés par l'investissement. Les populations locales ont proposé une alternative économiquement viable qui consiste à déplacer le pipeline en mer et à dégager les itinéraires des baleines grises. Shell, cependant, reste déterminée à suivre son plan initial.



Comme avec l'AMI, la Commission Européenne a explicitement cherché à favoriser l'industrie dans l'élaboration de ses propositions en matière d'investissement. Entre 1999 et 2000, elle a conduit un aperçu complet des 10.000 plus grandes entreprises de l'UE pour avoir leurs contributions en ce qui concerne l'accord sur les investissements de l'OMC. La Commission a également soutenu le "Réseau de l'Investment", un organisme fortement influencé par les grandes entreprises qu'elle a clairement créé pour produire un soutien direct des cadres des compagnies dans sa campagne sur l'accord sur les investissements de l'OMC.

La Chambre du Commerce International (ICC) quant à elle est un poids lourd des milieux d'affaire et était un partisan du défunt AMI. Cette institution rassemble des compagnies comme Shell, Unilever, BASF, Nestlé, Norsk Hydro et BP. C'est l'un des plus puissants appuis des milieux d'affaire qui poussent l'UE vers un accord sur les investissements à l'OMC. Dans le monde des compagnies, l'ICC jouit d'un accès inégalé à tous les niveaux au sein des gouvernement tout comme une grande influence à l'OMC. Comme Stefano Bertasi, ancien chef du Groupe de Travail de l'ICC sur le Commerce et les investissements le déclare: " Nous avons toujours eu, tout au long des années, des relations de travail très étroites avec l'OMC, parce qu'évidemment ils traitent des questions qui sont centrales aux intérêts commerciaux. L'ICC a toujours été un vecteur pour l'influence des milieux d'affaires dans le travail de l'OMC".

Il y a de façon permanente des va-et-vient de fonctionnaires haut-placés entre l'ICC et l'OMC, qui permettent des échanges d'idées et le maintien de l'influence. Lars Anell, le Président actuel du Comité d'investissement et du Commerce de l'ICC était président du Conseil du GATT (le

La plage de Costa Azul.

un traité sur les investissements mettrait les communautés en danger

En 1998, un soulèvement de la société civile globale a causé le sabordage du projet d'accord de l'OCDE sur l'investissement multilatéral (AMI). Cette victoire largement célébrée pour les populations et pour l'environnement peut se révéler n'être que provisoire toutefois. La proposition actuelle pour un accord sur les investissements à l'OMC constitue une autre tentative d'élaboration de droits visant à asseoir la suprématie globales des companies. Ensemble avec l'accord sur les services (AGCS) actuellement en négociation à l'OMC, le projet d'accord sur les investissements fournirait à des entreprises multinationales des droits considérablement augmentés pour investir n'importe quand et n'importe où selon leurs désirs.

Les groupes de pression des milieux d'affaire européens travaillent de pair avec la Commission européenne pour forcer l'inscription des investissements sur l'agenda de l'OMC. Faisant écho aux tentatives des groupes de pression, la Commission essaie d'embellir ses arguments pour un accord sur les investissements avec une énorme rhétorique "pro-développement". Cependant, la grande majorité des pays en voie de développement sont opposés à un accord sur les investissements au sein de l'OMC. C'est compréhensible: même l'accord le plus simplifié minerait considérablement les droits des communautés à réguler l'entrée et les opérations des investisseurs étrangers.

prédécesseur de l'OMC) entre 1986 et 1992. Arthur Dunkel, un ancien directeur du Comité d'investissement et du Commerce de l'ICC était directeur général du GATT pendant l'Uruguay Round.

Le noeud d'un accord sur les investissements consistera en un accès accru des investisseurs à tous les pays et à une réduction des réglementations gouvernementales visant à contrôler ces investisseurs. La forme que prendra l'accord n'est pas encore claire, mais tout indique qu'un accord complet sur les investissements, comme promu par les grandes entreprises et leurs groupes de pression pourrait doter les investisseurs d'une protection légale significative, avec des mécanismes intégrés par lesquels l'investisseur peut directement défier les législations d'Etat et chercher des compensations. Il peut aussi exiger le même traitement que les grandes entreprises domestiques. L'accord pourrait également pérenniser la libéralisation commerciale en la rendant permanente et empêcher l'application pour les investisseurs étrangers, des conditions d'opération - qui visent à faire partager certains des avantages et les emplois créés par l'investissement avec les populations locales -.

Pour des compagnies comme Shell, un accord sur les investissements comme celui en discussion à l'OMC serait une libération. Pour les communautés de la Costa Azul au Mexique, comme dans d'innombrables d'autres endroits autour du monde, cependant, des droits encore plus étendus en matière d'investissement pour les compagnies seraient probablement synonymes d'innombrables ennuis sociaux et environnementaux.

Des manifestants protestent en février 2003, devant le département américain de la santé contre les efforts que font les USA pour saboter les négociations sur la Convention Cadre sur le Contrôle du Tabac.



un traité toxique

la précaution version ALENA

Dans le cadre de l'Accord de Libre-Echange Nord Américain (ALENA) et en se référant au chapitre 11 relatif aux réglementations en matière d'investissement, les normes environnementales et d'intérêt publiques ont été flouées avec succès pour cause d'interférence avec les intérêts commerciaux des investisseurs multinationaux. Le géant global du tabac et de l'agro-industrie Philip Morris, en l'occurrence est l'une des sociétés qui a brandi la menace d'utiliser le chapitre 11 de l'ALENA pour protéger ses intérêts commerciaux. Philip Morris a des liens forts avec le puissant et redoutable lobby pro-investissement. Elle a aussi une emprise globale qui pourrait lui permettre également de bénéficier de manière significative d'un accord sur les investissements à l'OMC.

tribunal toxique: metaclad contre le Mexique

Un exemple dramatique de la façon dont l'ALENA mine les communautés locales est celui du Mexique qui a perdu une bataille autour du chapitre 11 de cet accord et a été forcé de payer presque 16 millions de dollars à Metalclad, une compagnie des USA, après que la communauté locale de San Luis Potosi ait refusé de permettre l'ouverture d'une dangereuse décharge dans leur environnement. Le panel international qui a entendu l'affaire a statué que l'établissement d'une zone écologique dans le secteur de l'emplacement de la décharge dangereuse a résulté en une "expropriation" de l'investissement de la compagnie et constituait donc une violation du chapitre 11. Cette décision a été prise bien que la communauté ait manifesté de longue date ses préoccupations concernant les impacts potentiels de cette décharge sur l'environnement immédiat.

commerce toxique: les pcsb transitent librement

Dans une autre affaire, le Canada a perdu contre une compagnie des USA pour cause d'interdiction de l'exportation des très toxiques PCB. Le tribunal a statué que le Canada a violé les règles relatives au "traitement national" du chapitre 11 - censées être à l'origine des règles qui visent à empêcher la discrimination contre les investisseurs d'autres pays- bien qu'en même temps il ait reconnu que le Canada a agi raisonnablement compte tenu de ses engagements dans la Convention de Bâle sur les mouvements transfrontaliers des déchets dangereux. Sous la Convention de Bâle, les Etats sont obligés de limiter les échanges des déchets dangereux et de promouvoir le traitement domestique de ces déchets, plutôt que de les exporter vers des pays étrangers. Et pourtant le tribunal a statué que l'interdiction d'exportation de PCB était hors-la-loi et que le Canada aurait pu employer des alternatives moins "restrictives en matière commerciale".

Dans une soumission formelle, Philip Morris a averti le gouvernement canadien qu'une prohibition de l'utilisation des termes "légères/light" et "moyennes/mild" signifierait une violation du chapitre 11 - la compagnie menace implicitement de porter l'affaire devant un tribunal international. Le Canada avait proposé cette réglementation vers la fin de 2001 en réponse à un consensus parmi les experts en matière de santé publique qui disaient que les descriptions "mild" et "light" figurant sur les paquets de cigarettes sont fondamentalement fallacieux et sont tout aussi dangereux pour la santé des fumeurs qui ont tendance à compenser le goudron et la nicotine réduits en inhalant plus profondément la fumée.

Cependant, pour Philip Morris cette réglementation sur les cigarettes constitue une "expropriation" de son investissement au Canada parce que les termes "light" et "mild" étaient les termes utilisés dans les marques déposées et employées par la compagnie. La compagnie a clamé que les réglementations de l'ALENA en matière d'investissement devraient pouvoir empêcher le Canada de prendre les mesures qu'il entend pour protéger la santé publique. Philip Morris n'a pas encore entamé une action contre le Canada sur la base du chapitre 11. La compagnie cherche certainement à changer de force le cours du processus public au Canada en s'appuyant sur les réglementations en matière d'investissement.

En tant que compagnie de cigarette d'envergure véritablement globale ayant des marques sur 160 marchés, Philip Morris bénéficierait de façon significative d'un accord sur les investissements à l'OMC. Avec des projections portant sur 10 millions de vies enlevées annuellement par la cigarette à l'horizon 2030, la puissance qu'un accord multilatéral sur l'investissement couvrant 148 pays pourrait conférer à une société multinationale comme Philip Morris inquiète.

Philip Morris est membre du Conseil Américain des Affaires Internationales (USCIB), la section américaine de la Chambre de Commerce international (CCI). La CCI est un promoteur majeur d'un accord sur les investissements

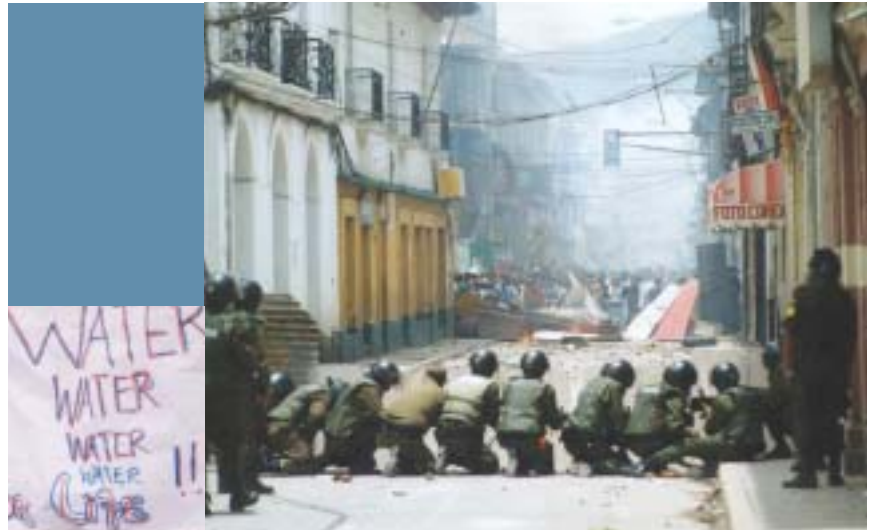
le syndrome régulateur, philip morris et le ALENA

Philip Morris a menacé d'employer les réglementations du ALENA en matière d'investissement - le chapitre 11 en l'occurrence - pour bousculer des intérêts publics. Philip Morris a donc menacé le Canada au sujet d'une dispute relative à des réglementations en matière d'emballage des cigarettes. Ce cas accentue la manière dont des accords de libre-échange disposant de puissants mécanismes de règlement des conflits comme ceux de l'ALENA et de l'OMC, peuvent avoir des effets "pervers" sur des réglementations en matière environnementales et sanitaire. Les gouvernements peuvent en effet être effrayés de se risquer à violer des règles commerciales.

à l'OMC. L'USCIB pousse pour un instrument de protection des investissements du genre ALENA dans la Zone de Libre-Échange des Amériques avec de fortes clauses sur l'expropriation et à la capacité des grandes entreprises de poursuivre directement les Etats. Metalclad a efficacement employé ces provisions contre le Mexique.

Dans le cas de Philip Morris, les avantages liés à l'accès accru aux marchés autour du monde, qui serait facilité par un accord sur les investissements à l'OMC ainsi que par des accords commerciaux régionaux comme la FTAA dépassent de loin le domaine du tabac. Altria, la maison mère de Philip Morris n'est en fait qu'un nouveau nom pour le conglomerat des cigarettes. C'est un système à facettes multiples dont fait partie Kraft Foods, un des plus grands utilisateurs mondiaux d'ingrédients génétiquement modifiés. Est-ce réellement ce dont le monde a besoin ? plus de cigarettes Marlboro et des ? ? ? potentiellement souillés?





des ondes de choc à l'omc

l'industrie globale des eaux essaie de submerger les intérêts nationaux

L'eau c'est de grosses affaires. Les géants qui dominent l'industrie de l'eau comme les grandes entreprises européennes Suez et Vivendi- figurent au premier rang de ceux qui tentent d'utiliser l'accord de l'OMC sur les services - AGCS- pour favoriser davantage une participation du secteur privé dans l'industrie des eaux et "pérenniser" les privatisations précédemment opérées. Pour le secteur de l'eau cela se traduira par des marchés et des bénéfices accrus, alors que les résultats pour les communautés locales et l'environnement sont loin d'être réjouissants.

l'AGCS et l'eau

L'accord Général de l'OMC sur l'aspect Commercial des Services (AGCS) constitue un morceau important du puzzle pour Suez et d'autres géants des eaux, car il contribuera à faire pression sur des pays pour qu'ils ouvrent des portions significatives de leurs services des eaux aux entreprises multinationales de l'eau. En outre, l'AGCS rendra probablement de nombreux arrangements courants de privatisation de l'eau effectivement irréversibles et indépendamment de tous les problèmes associés. Les gouvernements suivants seront ainsi limités dans leur capacité de réintroduire la conception des services de l'eau devant viser la satisfaction des besoins de la communauté.

Les sociétés des eaux ont un intérêt vif pour piéger les gouvernements dans des contrats de privatisation, qui ne les empêchent pas elles de pouvoir se retirer si les bénéfices diminuaient, mais qui en revanche rendent les choses plus dures pour les gouvernements qui souhaiteraient mettre un terme à ces accords.

Néanmoins, ces dernières années, plusieurs gouvernements ont mis un terme à des contrats de privatisation des eaux avec la réalité des prix plus élevés et de la faible qualité des services qui ont déclenché de vastes protestations des communautés. L'exemple le plus révélateur a eu lieu dans Cochabamba en Bolivie: après la privatisation, les tarifs de l'eau ont augmenté de 150%, et la compagnie, une filiale de Bechtel avait menacé de couper ceux qui ne pouvaient pas payer. Le résultat a été un soulèvement populaire qui a finalement obligé le gouvernement à annuler

par la suite le contrat de privatisation en 2000. De même, en 2003, le conseil municipal d'Atlanta, en Géorgie aux États-Unis a résilié son contrat de 20 ans avec une filiale de la Suez après "des plaintes qui gagnaient en amplitude au sujet de la faible qualité des services et de la saleté de l'eau". En fait, le mécontentement concernant les plans de privatisation s'enfle de plus en plus un peu partout dans le monde dans des pays comme l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Australie et les Philippines.

un système tentaculaire

La participation poussée de la Suez dans les groupes de pression des grandes entreprises lui permet de jouir d'un excellent accès aux décideurs clés à l'échelle globale. La compagnie participe à tous les groupes de pression commerciaux majeurs, comme la Chambre Internationale du Commerce, le Dialogue Transatlantique des Affaires, le Conseil Mondial des Affaires pour le Développement Durable et la Table Ronde des Industriels Européens. Elle est également membre du Forum Européen des Services (FES), un groupe de pression des grandes entreprises qui se focalise intensivement sur l'AGCS.

Corporate Europe Observatory a employé les moyens officiels de "demandes d'informations" pour étudier la liaison structurelle privilégiée ayant surgit entre l'équipe de la Commission Européenne, 'AGCS 2000' et le FSE. En octobre 2001, la Direction Générale du Commerce de la Commission avait sollicité le conseil de l'ESF sur le AGCS: "Nous apprécierons beaucoup les contributions de l'industrie dans cet exercice en termes de découverte des points à problèmes et en termes de requêtes spécifiques. En effet, sans les contributions du FSE l'exercice risque de devenir purement intellectuel". Plus tard, un fonctionnaire du département commercial de la Commission remerciait Thames, Suez et

Vivendi, des géants des eaux pour leur contribution à la réduction des entraves au commerce avec comme perspective l'ouverture de marchés pour les grandes entreprises européennes.

Les rapports privilégiés existants entre l'ESF et l'UE ne surprennent guère étant donné que l'ESF était une initiative de l'ancien Commissaire Commercial de l'UE, Sir Leon Brittan. La bonne santé de cette relation a été renforcée en septembre 1999 par Robert Madelin, un haut fonctionnaire de la Commission commerciale, quand il a déclaré à une assistance composée d'hommes d'affaires britanniques que "la Commission Européenne est convaincue de la nécessité de travailler non seulement avec les experts des États membres mais aussi directement avec l'industrie européenne. Nous allons compter fortement sur le Forum de Services Européens. [...] Nous allons le faire tout aussi fortement que sur le conseil direct des États membres dans la formulation de nos objectifs".

la suez et les groupes de pression à l'échelle globale

La Suez occupe également une position centrale dans la série de cadres de réflexions à l'échelle internationale comme les commissions consultatives et les forums qui ont dominé les discussions autour de l'eau et des privatisations peçues comme que la meilleure solution aux problèmes mondiaux de l'eau. La Suez est un membre influent du Conseil Mondial de l'Eau, un cadre d'avant-garde, qui conseille la Banque Mondiale et l'OMC. Jérôme Monod, un ancien DG de la Suez est membre de la Commission Mondiale de l'Eau pour le 21ème Siècle, un organisme de sensibilisation publique de haut niveau et de politique.



La comparaison de la qualité de l'eau en Uruguay.

l'eau privatisée en uruguay: une expérience «atroce»

La concession d'eau dans la Maldonado en Uruguay opérée par Aguas de la Costa, une filiale de la Suez, constitue un exemple de privatisation ayant tourné mal. Selon Maria Selva Ortiz de REDES/FoE Uruguay:

"la privatisation d' Aguas de la Costa a eu comme conséquence une augmentation brutale des tarifs. Le taux facturé par les services publics dans la majeure partie de l'Uruguay est un taux fixe de 3dollars US mais la Suez est allée jusqu'à \$70 juste pour vous autoriser à ouvrir le robinet. En faisant pression sur la municipalité, Suez est parvenue à rendre ses services obligatoires pour tous les habitants du secteur."

La Suez a également occasionné des dommages environnementaux graves dans le secteur des opérations. Selon Maria Selva Ortiz, "l'eau a toujours été historiquement prélevée de la Laguna Blanca pour subvenir aux besoins de la population locale, mais peu de temps après que la Suez ait pris les commandes des services des eaux le lac s'était asséchée en raison de la surexploitation opérée par la compagnie."

Quand une école publique locale n'arrivait plus à payer ces tarifs élevés fixés par la Suez, elle a été coupée. Un riverain qui a fourni de l'eau à l'école à partir de son propre robinet s'est vu aussi coupé. Selon Selva Ortiz: ce que nous expérimentons diffère fortement de ce qu'on nous a dit lors d'un panel d'affaires européen durant le Troisième Forum Mondial de l'eau tenu à Kyoto, où on nous a montré une vidéo avec de belles images au sujet de l'engagement des grandes entreprises en faveur de l'éducation et des enfants du monde. Ces images ne sont de toute évidence que des opérations en R. P et des compagnies comme la Suez ne sont seulement intéressées que par les profits."

Fermant les yeux sur ces problèmes, la Banque Mondiale, le FMI et la Banque Inter-Américaine de Développement poussent maintenant très fort pour que l'expérience de la privatisation soit étendue à tout le pays. Cependant, le Comité National pour la Défense de l'Eau et de la Vie au sein duquel REDES/FoE Uruguay s'active propose une réforme constitutionnelle permettant d'assurer que ce qui reste des eaux puisse être accessible à tout le monde en demeurant une propriété publique avec une gestion publique avec la spécification que les ressources en eau soient gérées de façon durable.

pour plus d'informations:

"Les Barons Des Eaux, Consortium international de journalistes investigateurs: www.icij.org/dtaweb/water

"WTO and Water: The EU's Crusade for Corporate Expansion", Corporate Europe Observatory Water Info Brief:

www.corporateeurope.org/water/infobrief3.htm



qu'est-ce que le AGCS?

Les négociations courantes de l'OMC sur les services, appelés Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS), sont des séries de pourparlers complexes sur la façon d'enlever les entraves au commerce dans les services. Les services ont été décrits en tant toute chose que vous ne sauriez assurer tout seul: la distribution et les transports, la radiodiffusion et les arts, la fourniture de l'eau, l'énergie et l'éducation et ainsi de suite - l'OMC a énuméré plus de 150 secteurs en tout. Le AGCS réduira la capacité des gouvernements à choisir les prestataires de ces services et à voir comment ils s'y emploient. Il limitera aussi leur capacité quant à la fixation d'objectifs prioritaires tels que l'équité, les tarifs abordables ainsi que la durabilité environnementale dans la fourniture de services.

Manifestations lors des sessions ministérielles de l'UE à Palerme en Juillet 2003 (à gauche) et lors d'une réunion du Forum Européen des Services à Bruxelles en Mars 2003.



Ce qui ne va pas avec le AGCS:

toujours plus de privilèges et aucune responsabilité pour les grosses affaires: Le AGCS est fondamentalement focalisé sur l'ouverture de nouveaux marchés – que ce soit dans de nouveaux pays ou dans de nouveaux secteurs comme l'eau - pour des entreprises multinationales. Comme cela a été dit sur le site web de la Commission Européenne sur les Etats du AGCS – “le AGCS n'est pas simplement quelque chose qui existe entre les gouvernements. C'est en premier lieu un instrument au profit des milieux d'affaires.”

trop de choses à faire en trop peu de temps: Les négociations du AGCS cherchent à couvrir trop de domaines dans un laps de temps trop court. En conséquence elles favorisent les pays riches qui ont la capacité de traiter des négociations rapides et complexes. La vitesse des négociations empêche également la consultation et des contributions publiques véritables.

obligatoire et irréversible: Le AGCS contribuera efficacement à « lier les mains » de tous les gouvernements futurs à l'accord, indépendamment des changements et des perspectives politiques, des progrès technologiques, ou des informations nouvellement disponibles. Les gouvernements ont seulement une chance pour stipuler les domaines du secteur qui ne sont pas couverts par l'engagement, et une fois que cela a été fait, il est extrêmement difficile de faire marche arrière.

miroir du disfonctionnement de l'omc: Le AGCS reflète les nombreux problèmes du l'OMC (sa base érigée sur une théorie économique défectueuse) comme l'exclusion systématique des perspectives de beaucoup de pays en voie de développement par le biais d'un processus de négociation exclusif et antidémocratique; et la puissance structurelle accablante des “quatre” pays (USA, Union Européenne, Japon et Canada).

Certains des impacts spécifiques du AGCS pourraient inclure la perte, ou les coûts plus élevés des services publics essentiels tels que l'approvisionnement en eau et le système d'égouts; des frais plus élevés pour les transports publics; et des incidences accrues sur l'environnement et les sociétés en raison d'un plus grand tourisme de masse et d'une réglementation moins efficace du tourisme.

AGCS 2000, le dernier rond des négociations du AGCS, fonctionne par une série de négociations dans lesquelles les pays demandent la libéralisation dans d'autres pays et offrent en retour une libéralisation dans des secteurs spécifiques de services. Après les demandes et les offres initiales, les membres de l'OMC entrent dans des négociations bilatérales pour conclure un accord relatif au niveau de la libéralisation. Parallèlement à ce processus de requêtes et d'offres, le AGCS comporte également des négociations sur de nouvelles réglementations qui couvriront finalement tous les secteurs de services, indépendamment du fait qu'un pays ait libéralisé le secteur sous le AGCS ou non. La date-limite pour la finalisation des négociations est le 1er janvier, 2005 et pourtant, les choses ne vont pas aussi bien que cela. Environ 18 pour cent des pays de l'OMC ont soumis leurs demandes au dernier pointage en juin 2003.

Les Amis de la Terre et Corporate Europe Observatory croient que les négociations du AGCS pourraient compromettre le contrôle des communautés sur les services sociaux essentiels et limiter les réglementations environnementales domestiques. Au lieu de pousser vers l'avant les négociations du AGCS, nous croyons qu'il devrait y a un moratoire sur des libéralisations plus poussées et le déclenchement d'une évaluation complète et indépendante des implications sociales et environnementales du AGCS.

pour plus d'informations:

GATS Watch: www.gatswatch.org

FoE Angleterre, Pays de Gales et Irlande du Nord: www.foe.co.uk

'Winners and Losers', FoEI, 2003: www.foei.org/cancun



mener les populations dans l'obscurité

le gats et la privatisation de l'énergie

Les habitants de Bogota, Colombie éprouvent les effets néfastes de la privatisation de la compagnie d'énergie opérée par la multinationale espagnole Endesa. La privatisation initiale s'est produite suivant les conseils de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. L'accord Général de l'OMC sur le Commerce et les Services (GATS) va maintenant finaliser la bonne fortune des multinationales en permettant à Endesa d'augmenter sa participation et de rendre permanente cette mauvaise expérience qu'a été la privatisation de l'énergie.

Quand l'électricité a été partiellement privatisée en 1998, les réglementations locales ont empêché Endesa de prendre la commande complète de la compagnie d'énergie nouvellement privatisée. Cependant, grâce à de divers dispositifs administratifs Endesa a depuis lors effectivement pris le contrôle de la production d'électricité, sa transmission, sa distribution et sa commercialisation à Bogota.

A la suite de ce « coup » énergétique d'Endesa à Bogota, les tarifs ont connu une hausse remarquable et de nombreux exemples de favoritisme et d'affaires ont été signalés. De façon générale, cette situation produit des tensions sociales sérieuses, particulièrement dans les secteurs marginalisés de la ville.

Dans certains cas, par exemple, les prix de l'électricité des ménages ont augmenté de 500 pour cent par rapport à la moyenne. Il y a également eu des coupures arbitraires des services de l'électricité pour certains foyers, des hôpitaux publics et des centres sociaux. La politique agressive et d'exclusion d'Endesa dans les parties les plus pauvres de la ville contrastent fortement avec l'image bienveillante que la compagnie présente dans les zones plus riches, où elle arrange des plans financiers pour l'achat d'appareils ménagers et procède à des réductions. Les ouvriers de l'énergie ont également été sérieusement atteints par le processus de privatisation. Quarante pour cent du personnel, soit un total de 1750 personnes, sont parties soit volontairement ou de force après la privatisation, et les nouveaux postes ont été sous-traités dans des conditions d'embauche très mauvaises.

Il ne faut oublier le contexte colombien caractérisé par une histoire marquée par des abus des droits de l'homme à l'encontre des activistes des syndicats et des communautés. Depuis 1998, 27 fonctionnaires du secteur de l'électricité ont été assassinés, 7 ont été expulsés de leurs travail et 230 ont été menacés.

L'influence d'endesa

Endesa est la troisième plus grande compagnie d'énergie dans le monde, et elle joue un rôle dominant dans les approvisionnements en énergie électrique de la région latino-américaine. Buenos Aires, Lima, Sao Paulo et le Chili sont sous sa coupe. La compagnie fait partie d'un conglomérat espagnol ayant des activités dans les finances, le gaz, l'électricité et les secteurs de pétrole. Elle a exercé beaucoup d'influence dans les négociations multilatérales en matière de libéralisation et a s'était impliquée dans la poussée en faveur de la privatisation de l'énergie et des grands groupes financiers, en particulier en Amérique latine. La compagnie jouit d'une position influente dans le lobby européen de l'énergie. Rafaël Miranda Robredo, DG du groupe Endesa est vice-président du groupe de pression européen de l'électricité, Eurelectric qui est le seul groupe du secteur de l'énergie au sein du Forum Européen des Services l'influent lobby de pro-libéral. Comme Corporate Europe Observatory l'a déjà détaillé, le FSE a une position fortement privilégiée dans les négociations européennes du GATS.

Le potentiel dont l'AGCS dispose pour pérenniser et étendre les programmes de libéralisation courants - comme la privatisation d'énergie à Bogota- qui ont été lancés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International constitue sans aucun doute l'une des raisons pour lesquelles il est si fortement épaulé par les Etats-Unis et la Commission Européenne.

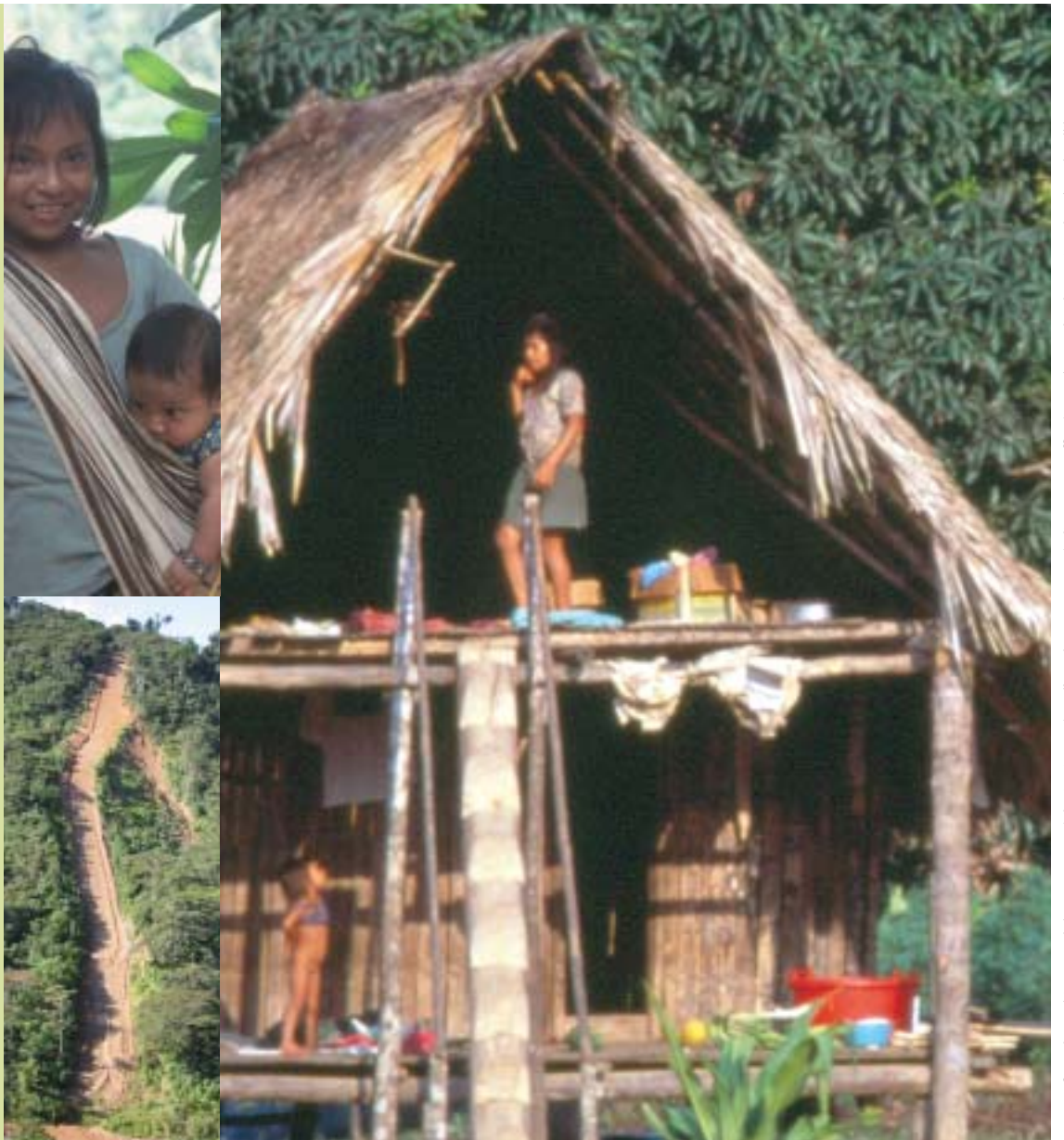
La Colombie n'a pas encore procédé à la soumission de ses offres pour la libéralisation des services dans le cadre des négociations du GATS 2000, mais il y a beaucoup de pression pour que le pays livre la totalité de son marché domestique d'électricité pour la libéralisation. La Commission Européenne, par exemple a sollicité auprès de la Colombie, le plein accès au marché des services entrant dans la distribution de l'énergie ainsi que des engagements pleins dans le commerce des produits électriques.

Pour les membres du FSE et les compagnies du secteur comme Endesa, l'AGCS est susceptible d'ouvrir de nouveaux secteurs pour la libéralisation avec l'assurance que leurs gains massifs ne sauraient être inversés quelque soient les implications sociales ou environnementales. En revanche, pour le commun des gens comme ceux habitant à Bogota, l'AGCS contribuera à rendre des services essentiels encore plus loin de leur contrôle.

Pour plus d'informations:
CENSAT/Amis de la Terre Colombie: www.censat.org



Lutte de traction à la corde provoquée par l'OMC, Royaume-Uni, mars 2003.



Des enfants de Machiguenga de la communauté de Timpia au Pérou, l'une des communautés directement affectées par le gazoduc de Camisea dans lequel Halliburton est impliquée (en haut à gauche) ; Juste à droite de la route du pipeline (en bas à gauche) ; une maison traditionnelle Machiguenga en aval du fleuve Urubamba au Pérou (au centre).

les profits générés par les pipelines

les bonnes nouvelles du gats pour des grandes entreprises comme halliburton

Halliburton, le géant US de l'énergie entend bien réaliser des profits impressionnants à partir de la libéralisation des services aux termes des accords de l'OMC sur l'AGCS et dans la région de Libre-Echange des Amériques. L'influence que Halliburton exerce sur les négociations du GATS par l'intermédiaire de ses connexions avec le poids lourd des groupes de pression du secteur des industries des services, en l'occurrence The United States Coalition of Services Industries est soutenue par ses relations très étroites avec l'administration Bush.

Avec des revenus annuels dépassant 13 milliards de dollars US en 2001 et 85.000 employés dans le monde entier, Halliburton est un géant dans le secteur industriel du pétrole. Ses opérations globales - construction et forages pétroliers, pipelines, raffineries et plateformes d'exportation - font la deuxième plus grande compagnie mondiale en matière de services pétroliers. Mais Halliburton n'est pas juste qu'une force importante dans l'industrie des combustibles fossiles. Ses pratiques commerciales ont été fortement critiquées. La compagnie a été accusée de dommages occasionnés à l'environnement et de faire des affaires avec des individus convaincus de violations de droits de l'homme. En outre, Halliburton vient de réaliser le raffinement en matière de délit d'initié dans son méga contrat avec l'armée américaine pour reconstruire le secteur pétrolier en Irak.

des complicités au sein de l'omc

L'adresse dont fait preuve Halliburton dans ses trafics d'influence n'est pas seulement dû au fait que son ancien DG, Dick Cheney soit maintenant vice-président des Etats-Unis. Cette compagnie occupe une position centrale comme représentant principal du secteur de l'énergie au sein du Comité consultatif commercial des industriels américains sur les services (USTR). Halliburton a été également l'un des acteurs principaux des milieux d'affaires ayant encouragé la libéralisation dans les services de l'énergie dans le cadre de l'accord général de l'OMC sur le commerce dans les services (GATS).

En 1999, les sociétés d'énergie des USA ont fondé la coalition de services d'énergie (ESC) pour favoriser des négociations du GATS sur l'énergie. E. Joseph Hillings, vice-président d'Enron et Donald A. Deline, un directeur de Halliburton avaient conjointement présidé la coalition. Halliburton est également membre du puissant groupe de pression du secteur tertiaire américain des services, la Coalition US des Industries du secteur des services (USCSI).

La position officielle de l'USTR sur l'énergie est pratiquement celle avancée par l'industrie US par l'intermédiaire de la Coalition US des Industries du secteur des services (USCSI). Il en va de même pour la proposition relative à la création d'une catégorie entièrement nouvelle sur l'énergie au sein du GATS pour couvrir tout le secteur de l'énergie, en allant des forages et des pipelines au raffinage et à la distribution de l'électricité. Les négociations du GATS dans les services de l'énergie pourraient fournir à des multinationales étrangères comme Halliburton un accès plus grand à l'industrie pétrolière dans tous les pays ayant pris des engagements dans les négociations.

L'USCSI se vante d'avoir joué "un rôle important dans la formation" de l'accord de l'OMC sur l'AGCS et elle est soutenue dans cette attitude par le Dr. Supachai Panitchpakdi, le directeur général de l'OMC, qui a déclaré que l'USCI, "avec son réseau global étendu et ses influences au niveau mondial... a contribué à faire avancer et à sécuriser les intérêts de ses membres, d'une manière primordiale, en influençant la politique des USA et en faissant la promotion des intérêts américains au sein des forum internationaux, assurant de ce fait la libéralisation globale progressive des marchés".

Halliburton a été également impliquée dans des rapport d'affaires avec des dictatures corrompues. Le plus notable est le cas de la Birmanie pendant les années 90 où la compagnie et ses filiales ont fourni leurs services pour deux gazoducs controversés malgré les nombreuses violations de droits de l'homme commises par les militaires birmans. Halliburton fait également l'objet d'une enquête conduite par la Commission du Congrès américain sur la Sécurité et les Echange concernant ses pratiques en matière de comptabilité vers la fin des années 90, alors que Cheney était aux commandes de la société.

le mercantilisme de guerre

Les étroites relations de la compagnie avec l'administration Bush et les militaires américains ont également provoqué une polémique. La passation récente d'un contrat entre le gouvernement des USA d'une valeur de 7 milliards de dollars et la filiale de Halliburton Kellogg Brown & Roots (KBR) pour l'exploitation des gisements de pétrole en Irak a fait l'objet d'un examen minutieux et intense, particulièrement à cause des relations de la compagnie avec le vice-président Cheney. Halliburton a eu le contrat sans procédure d'appel d'offre concurrentielle basée sur sa capacité à mener un plan opérationnel que la compagnie a rédigé elle-même pour les militaires américains.

la polémique autour de camisea

Récemment, les activités globales de Halliburton se sont étendues à une participation au projet de Camisea. Un projet d'extraction de gaz, de construction d'un pipeline et d'exportation fortement destructeur dans des zones écologiquement sensibles du Pérou, où vivent des populations indigènes. Le projet de 1,5 milliard de dollars extraira le gaz à partir de la réserve de Nahua-Kugapakori, mise en place initialement pour protéger les peuples indigènes nomades qui ont eu très peu ou pas du tout de contact avec le monde extérieur. Halliburton a également été à la tête des grandes entreprises cherchant à développer une borne d'exportation pour le gaz dans la zone-tampon de Paracas au Pérou, dans un secteur protégé par la convention Ramsar sur les zones humides. Le secrétariat de la convention Ramsar a récemment écrit au

Des grues extrayant d'énormes quantités de matériaux de construction le long de la berge du fleuve Urubamba à la droite de la route du gazoduc de Camisea au Pérou, Août 2002.



une sale histoire

Fournir à des grandes entreprises comme Halliburton des droits d'opération accrus soulève beaucoup de questions vus le passif environnemental et social de cette multinationale. Halliburton a admis que l'une de ses filiales étrangères a versé 2,4 millions de dollars à un officiel d'une compagnie gouvernementale nigériane en 2002 afin d'obtenir un traitement fiscal favorable. Présentement, une investigation judiciaire française examine des allégations relative à la participation de Halliburton dans une opération massive de corruption relative au développement d'un gisement de gaz au Nigéria vers la fin des années 90.

gouvernement du Pérou et à plusieurs institutions financières internationales les alertant que l'emplacement de la borne d'exportation dans Paracas est en violation avec la convention. Pourtant Halliburton ne souhaite pas renoncer à ses plans, et continue à poursuivre son projet dans ces zones vierges que beaucoup de gens appellent leur maison.

pour plus d'informations:

War Profiteers website: www.warprofiteers.com/

"Enron-Style Corporate Crime and Privatization: A Look at the U.S.

Coalition of Service Industries", www.polarisinstitute.org

copyright front cover antoine bonsoire amazon watch inside front cover nod harrison pg 3 mh concerns greenpeace/gawlow pg 5 christopher black international federation of red cross and red crescent societies flip work a seed europe pg 6 rainforest action network pg 7 tom kruse: foei pg 8 mh concerns pg 9 foie irland pg 10 bravo garcia/greenpeace pg 11 jens christiansen genetically engineered food alert coalition pg 12 foei pg 13 foie england wales and northern ireland pg 14 serge sibert/foei pg 15 ogel jpb/foei pg 16 greenpeace/gawlow pg 17 friends of the earth england wales and northern ireland border power plant working group pg 18 essential action taitiana roa cersa/foie colombia pg 19 essential action pg 20 taitiana roa cersa/foie colombia tom kruse pg 21 tedes/foie uruguay pg 22 foie europe pg 24 sirt adeco madonal colombia pg 25 foie england wales and northern ireland pg 26 atossa solani amazon watch conrad feather setraj iliyia tone lopez raimos centre pg 27 janet lloyd amazon watch.

